

The Right Honourable Paul Martin  
Prime Minister of Canada  
80 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A2

Le très honorable Paul Martin  
Premier ministre du Canada  
80, rue Wellington  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A2

December 10, 2005/ le 10 decembre, 2005

Dear Prime Minister/Monsieur le Premier ministre:

The individuals, national and international organizations that have endorsed this open letter have done so because we are deeply concerned about the fact that the horror of torture and ill-treatment continues to be the frightening daily reality for untold numbers of men, women and young people around the world. Canada can and must make an important contribution to ending the horror of torture by adhering to the *Optional Protocol to the United Nations Convention against Torture and other forms of Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (Optional Protocol or OPCAT).

Today is International Human Rights Day, the 57<sup>th</sup> anniversary of the adoption by the United Nations of the *Universal Declaration of Human Rights*, which is unequivocal in stating that “no one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.” This year, incidentally, the UN High Commissioner for Human Rights, Ms Louise Arbour, has announced her intention to solemnly dedicate this highly symbolic day to the struggle against torture. It is more than two decades since world leaders formalized their commitment to ending torture through adoption of the *United Nations Convention against Torture*, and several decades after other binding international legal standards made it clear that torture and ill-treatment is never justified.

Nonetheless, the struggle to eradicate torture and ill-treatment remains one of the most serious human rights challenges the world faces. It is a global struggle, with important implications for Canadians. Recent cases such as Zahra Kazemi in Iran, William Sampson in Saudi Arabia, Professor Kunlun Zhang in China, and Maher Arar, Abdullah Almalki and Ahmad El Maati in Syria are stark reminders that Canadian citizens themselves may be subjected to torture abroad. There have also been domestic concerns, such as the disturbing abuses that took place in the 1990's at the Prison for Women in Kingston and at the Robert-Giffard Psychiatric Hospital in Quebec City in 2003, which underscore that torture and ill-treatment can occur in Canada as well.

In December 2002 the United Nations adopted the OPCAT, a new international instrument that stands to make an important contribution to preventing torture and ill-treatment worldwide. It lays out a framework for regular national and international level inspections of detention centres, with an eye to identifying and remedying the conditions that encourage and allow torture and ill-treatment to take place.

International support for the Optional Protocol is building. Thirteen governments have formally ratified it, while an additional forty countries have signed it, thus setting in motion irreversibly a process that should result in their formal adherence. With seven further ratifications the OPCAT will enter into force, leading to the establishment of the Subcommittee on Prevention of Torture. Canada can and must be among the first group of states responsible for setting up this innovative body and defining its working methods.

The Subcommittee would be the first globally-established international expert body with jurisdiction to carry out inspections of detention centres with the express objective of preventing torture. Building on its established international role as a leader in the area of human rights protection, Canada should certainly aspire to participate in the early work of the Subcommittee. To that end, we consider it to be a matter of the utmost priority that Canada moves forward and ratifies the Optional Protocol without further delay.

Expectations and demands for Canada to ratify are mounting. Earlier this year the Correctional Investigator of Canada called for ratification:

“We would like to convey our strong support for the new Protocol on the Convention against Torture. We encourage the Canadian Government to yet again demonstrate its leadership on the international scene by signing and ratifying this important human rights instrument. Moving quickly on ratification would add to Canada's long historical tradition of promoting and defending human rights and democratic values here and abroad.”

In May of this year the United Nations Committee against Torture pressed Canada to ratify. We now urge the Canadian Government to restate Canada's leadership in the prevention of torture by ratifying the Optional Protocol within one year of the Committee's recommendation.

\*\*\*\*\*

Les individus et organisations nationales et internationales qui ont endossé cette lettre ouverte l'ont fait en raison de leur grave préoccupation devant la persistance de la torture et des mauvais traitements, qui demeure une réalité quotidienne pour un nombre incalculable de femmes, d'hommes et d'enfants dans le monde. Le Canada peut et doit contribuer à la lutte contre ce fléau en adhérant au *Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (Protocole facultatif).

En cette journée internationale des droits de la personne, nous célébrons le 57<sup>ème</sup> anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, qui affirme de manière non-équivoque que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». D'ailleurs, pour cette année, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de la personne, Mme Louise Arbour, a annoncé son intention de dédier solennellement cette journée hautement symbolique au combat contre la torture. Il y a maintenant plus de deux décennies que les dirigeants de la planète ont formalisé cet engagement par l'adoption de la *Convention des Nations Unies contre la torture*, et plus longtemps encore depuis que d'autres instruments juridiques contraignants ont clairement énoncé que la torture et les mauvais traitements ne peuvent en aucun cas être justifiés.

Malgré cela, le combat pour faire disparaître la torture et les mauvais traitements demeure l'un des plus importants défis auxquels le monde est confronté. Il s'agit là d'une lutte mondiale, qui comporte d'importantes implications pour les Canadiens et les Canadiennes. De récents incidents, tels que ceux dont ont été victimes Mme Zahra Kazemi en Iran, M. William Simpson

en Arabie Saoudite, Professeur Kunlun Zhang en Chine et M. Maher Arar, M. Abdullah Almalki et M. Ahmad El Maati en Syrie, sont autant de tristes rappels que les citoyens canadiens ne sont pas à l'abri de la torture lorsqu'ils se trouvent à l'étranger. La torture et les mauvais traitements peuvent également se produire au Canada, comme en témoignent les abus consternants qui ont été infligés aux détenues de la prison des femmes de Kingston au cours des années 1990, ainsi qu'aux patients de l'hôpital psychiatrique Robert-Giffard de Québec en 2003.

En décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait le *Protocole facultatif à la Convention contre la torture*, un nouvel instrument destiné à contribuer de manière significative à la prévention de la torture et des mauvais traitements à l'échelle du globe. Le Protocole facultatif prévoit la mise en place d'un système de visites régulières des lieux de détention, fonctionnant tant au niveau national qu'international, dans le but d'observer les conditions dans lesquelles sont maintenues les personnes privées de leur liberté, d'en signifier les manquements aux autorités compétentes et de faire aux autorités compétentes des recommandations visant à éliminer le risque de torture et des mauvais traitements.

L'appui au Protocole facultatif ne cesse de croître à travers le monde. Treize états l'ont ratifié, et quarante autres l'ont signé, enclenchant par le fait même de manière irréversible le processus devant aboutir à l'adhésion formelle. Lorsqu'il aura obtenu sept ratifications additionnelles, le Protocole entrera en vigueur et entraînera l'établissement d'un Sous-Comité international pour la prévention de la torture. Le Canada est en mesure, et a le devoir, de faire partie du premier groupe d'Etats qui sera responsable de déterminer le fonctionnement de cet organe novateur.

Le Sous-Comité sera le premier organe d'experts doté d'un mandat lui permettant d'effectuer des visites des lieux de détention dans l'objectif précis de prévenir la torture. Compte tenu de son expérience reconnue dans le domaine de la protection des droits de la personne, le Canada devrait aspirer à participer aux travaux de ce Sous-Comité dès sa création. C'est dans cette optique que nous jugeons urgent que le Canada aille de l'avant et ratifie le Protocole facultatif.

Les attentes et les appels en faveur de la ratification par le Canada du Protocole facultatif s'intensifient. Plus tôt cette année, le Bureau de l'Enquêteur correctionnel du Canada lançait un appel en faveur de la ratification :

«Nous aimerions exprimer notre appui au nouveau Protocole facultatif se rapportant [sic] à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants des Nations Unies. Nous encourageons le gouvernement du Canada à prendre une fois de plus l'initiative à l'échelle internationale en signant et en ratifiant cet instrument important en matière de droits de la personne. En procédant rapidement à la ratification du Protocole, le Canada élargirait [sic] sa tradition historique de promotion et de défense des droits de la personne et des valeurs démocratiques à l'échelle nationale et internationale».

Le mois de mai dernier, le Comité contre la torture des Nations Unies a recommandé formellement au Canada de devenir partie au Protocole. Nous demandons donc vivement au gouvernement canadien de réaffirmer son leadership en matière de prévention de la torture en ratifiant le Protocole facultatif à l'intérieur d'une année à partir de l'examen du dernier rapport canadien par le Comité.

Sincerely/Bien à vous,

**Survivors of Torture,  
Family, Legal Counsel**

Abdullah Almalki  
Tortured in Syria

Maher Arar  
Tortured in Syria

Houshang Bouzari  
Tortured in Iran

Ahmad El Maati  
Tortured in Syria &  
Egypt

Muayyed Nureddin  
Tortured in Syria

Dr. William Sampson  
Tortured in Saudi  
Arabia

Professor Kunlun Zhang  
Tortured in China

Stephan Hashemi  
Son of Zahra Kazemi,  
Died as a result of  
torture in Iran

Mark Arnold  
Barrister & Solicitor  
Counsel to H. Bouzari

Paul Copeland  
Barrister & Solicitor  
Counsel to A. Almalki

Marlys Edwardh  
Barrister & Solicitor  
Counsel to M. Arar and  
S. Hashemi

Barbara Jackman  
Barrister & Solicitor  
Counsel to A. El Maati  
and M. Nureddin

John Terry  
Barrister & Solicitor  
Counsel to S. Hashemi

Lorne Waldman  
Barrister & Solicitor  
Counsel to M. Arar

**Current and Previous  
UN Human Rights  
Experts**

Peter Burns  
Dean Emeritus  
University of British  
Columbia; Member and  
Chairman, UN  
Committee against  
Torture (1987-2003)

Stephen Toope  
Chair-Rapporteur  
United Nations Working  
Group on  
Disappearances

Maxwell Yalden, C.C.  
Chief Commissioner,  
Canadian Human Rights  
Commission (1987-96);  
Member, UN Human  
Rights Committee  
(1996-2004)

**Organizations**

Raoul Lincourt  
Président  
Action des Chrétiens  
pour l'Abolition de la  
Torture

Alex Neve  
Secretary General  
Amnesty International  
Canada (English)

Michel Frenette  
Directeur Général  
Amnistie Internationale  
Section Canadienne  
Francophone

Mark Thomson  
Secretary General  
Association for the  
Prevention of Torture

Jason Gratl  
President  
British Columbia Civil  
Liberties Association

Kim Pate  
Executive Director  
Canadian Association of  
Elizabeth Fry Societies

Carol Phillips  
International Director  
Canadian Auto  
Workers Union

Joan Simalchik  
Toronto Working Group  
Canadian Centre for  
International Justice

Mulugeta Abai  
Executive Director  
Canadian Centre for  
Victims of Torture

Elizabeth McWheeney  
President  
Canadian Council for  
Refugees

Svetlana S. MacDonald  
Clerk  
Canadian Friends  
Service Committee

David Matas  
Chair  
Canadian Helsinki  
Watch Group

Richard Elliott  
Deputy Director  
Canadian HIV/AIDS  
Legal Network

Kenneth V. Georgetti  
President  
Canadian Labour  
Congress

Executive Committee  
Canadian Peacebuilding  
Coordinating Committee

Deborah Bourque  
National President  
Canadian Union of  
Postal Workers

Louise Botham  
President  
Criminal Lawyers'  
Association

Michael To  
Chairman  
Democracy China-  
Ottawa

Maribel Gonzales  
Director  
Development  
Workshop-Canada

Jean-Louis Roy  
Président/President  
Droits et Démocratie/  
Rights&Democracy

Penny Sanger  
Educating for Peace

Ian Hamilton  
Executive Director  
Equitas - International  
Centre for Human  
Rights Education.

Peggy Mason  
Chair  
Group of 78

Eli Turk  
Chair of the Board  
Human Rights Internet

Jasmine Herlt  
Director  
Human Rights Watch  
(Canada)

Gerry Barr and Maureen  
Webb, Co-Chairs  
International Civil  
Liberties Monitoring  
Group

Prof. Sukanya Pillay  
Board of Directors  
International Coalition  
against Torture

Peter Gillespie  
Acting Executive  
Director  
Inter Pares

Mary Corkery  
Executive Director  
KAIROS: Canadian  
Ecumenical Justice  
Initiatives

Irina Ceric  
Steering Committee  
Law Union of Ontario

Nicole Filion  
Présidente  
Ligue des droits et  
libertés

Hussein M. Amery  
President  
National Council on  
Canada-Arab Relations

Robert Fox  
Executive Director  
Oxfam Canada

Bernard Taylor  
Executive Director  
Partnership Africa  
Canada

Tony Clarke  
Director  
Polaris Institute

John Docherty  
Coordinateur  
Réseau d'intervention  
auprès des personnes  
ayant subi la violence  
organisée (RIVO)

Sister Patricia Hogan,  
President  
The Sisters of St. Joseph  
of Canada

Marnie Johnstone  
Chair, Unitarian  
Universalist United  
Nations Office Working  
Group of Ottawa

Mohamed Tohti  
President  
Uyghur Canadian  
Association

Dr. Eric Hoskins  
President  
War Child Canada

Hon. Warren Allmand,  
P.C. O.C. Q.C  
National President  
World Federalist  
Movement – Canada

Kevin Yang  
Executive Director  
World Organization to  
Investigate the  
Persecution of Falun  
Gong (Canada)

Shahrzad Arshadi  
President  
Zahra Kazemi  
Foundation

### **Individuals**

Sharryn Aiken  
Faculty of Law  
Queen's University

Amir Attaran  
Canada Research Chair,  
Institute of Population  
Health & Faculty of  
Law, University of  
Ottawa

Michael Battista  
Barrister & Solicitor

Hon. Ed Broadbent,  
M.P. P.C., C.C.  
Former leader of the  
New Democratic Party  
President, Rights &  
Democracy (1990-96)

Bruce Broomhall  
Professor of Law  
Université du Québec à  
Montréal

Michael Byers  
Canada Research Chair  
in Global Politics and  
International Law  
University of British  
Columbia

Hugo Cyr  
Professor of Law  
Université du Québec à  
Montréal

Aaron A. Dhir  
Assistant Professor  
Faculty of Law,  
University of Windsor

Craig Forcese  
Assistant Professor  
Faculty of Law  
University of Ottawa

Hugh Kindred  
Professor of Law  
Dalhousie University

François J Larocque  
Assistant Professor  
Faculty of Law  
University of Ottawa

Nicole LaViolette  
Associate Professor  
Faculty of Law  
University of Ottawa

Michael Lynk  
Faculty of Law  
University of Western  
Ontario

Hon. Flora MacDonald,  
P.C., C.C.  
Secretary of State for  
External Affairs (1979-  
1980), Minister of  
Employment and  
Immigration (1984-86),  
Minister of  
Communications (1986-  
88).

Audrey Macklin  
Professor of Law  
University of Toronto

Bradford Morse  
Professor of Law  
University of Ottawa

Obiora Okafor  
Associate Professor  
Osgoode Hall Law  
School, York University

James Orbinski  
Associate Professor  
St. Michael's Hospital,  
Munk Centre for  
International Studies  
University of Toronto,  
former International  
President, Médecins  
Sans Frontières

John Packer  
Independent Human  
Rights Consultant

Pierre Robert  
Professeur  
Faculté de science  
politique et de droit  
Université du Québec à  
Montréal

Craig Scott  
Professor of Law  
Osgoode Hall Law  
School, York University

Ian Smillie, C.M.

Hon. Lois M Wilson,  
O.C., O.Ont.  
Senate of Canada (1998-  
2002)